

« L'école ne peut pas faire l'impasse sur l'héritage religieux », Libération, 22 novembre 2003 (avec Jean-Christophe Attias).

Rencontre

"L'école ne peut pas faire l'impasse sur l'héritage religieux"

Esther Benbassa et Jean-Christophe **Attias**, directeurs d'études à l'Ecole pratique des hautes études, expliquent pourquoi il faut enseigner le «fait religieux» à l'école.

LICHT Daniel

Le rapport Debray et la création d'un Institut européen en sciences des religions auprès de l'Ecole pratique des hautes études (EPHE) ont officialisé une volonté politique : celle de renforcer l'enseignement du «fait religieux» au sein de l'école de la République. Comment expliquez-vous ce tournant ?

Jean-Christophe **Attias** : On verra si la volonté politique affichée marque un tournant dans le concret. La nécessité d'un renforcement de l'enseignement du fait religieux à l'école est actuellement largement admise. Et cette prise de conscience ne date pas d'hier. Qu'on songe seulement aux recommandations du rapport Joutard, remis à Jospin en 1989 déjà. L'école est là aussi pour aider les jeunes à se situer dans le monde. Elle ne peut donc faire l'impasse sur un héritage religieux qui a façonné et continue d'inspirer en profondeur la littérature, l'art, l'architecture, la sociabilité et les combats de l'univers où nous vivons. Notre laïcité même est fille de ce patrimoine ! Le sentiment actuel d'urgence vient d'ailleurs. Le religieux a, en effet, massivement réinvesti le champ politique, l'islamisme radical n'en étant que l'une des facettes. Et les revendications «communautaires» ce qu'on appelait hier le droit à la différence prennent aujourd'hui un tour souvent religieux.

Esther Benbassa : Plus globalement encore, nos sociétés sont travaillées par une demande diffuse de religieux. L'engouement pour les traditions asiatiques ou le New Age en est un signe. Chez les jeunes, musulmans ou juifs, la tentation du repli ethnico-religieux se double d'un retour à la pratique. Et que dire de ces jeunes chrétiens, massivement rassemblés autour du Pape aux JMJ ? En revanche, les lieux de culte officiels ne débordent pas de fidèles. Nos cultures de libre-service ont apparemment plutôt besoin d'une religiosité taillée à leur mesure, construite à la diable, en picorant ici et là. Difficile d'apprécier exactement l'ampleur de ce courant. Cependant l'impression générale confirme l'émergence tout au moins d'un désir de spiritualité.

Qu'entendez-vous par «enseignement du fait religieux» ?

J.-C. A. Le religieux n'est pas une «discipline», mais un objet qui doit être approché diversement. L'histoire, l'anthropologie, la sociologie, l'histoire de la philosophie, l'histoire de l'art ont toutes quelque chose à proposer. En outre, en dépit de ce qu'un laïcisme naïf tend à imaginer, il n'est pas si facile de distinguer ce qui, dans un fait de civilisation, relève du religieux au sens strict, et ce qui n'en relève pas. C'est à cette ambiguïté et à cette richesse de la culture et des cultures que les maîtres doivent initier leurs élèves. A l'école, toutes les disciplines peuvent donc être sollicitées : enseignements de lettres, de langues, d'histoire et de géographie, ou de philosophie. Toutes sont à même de garantir une approche distanciée et comparatiste, ce qui est l'essentiel. Et de faire découvrir aux élèves que la subversion, la pensée critique, peut émerger du cœur même d'une pensée religieuse (Maïmonide), quitte, en fin de parcours, à se retourner résolument contre elle (Spinoza).

E. B. Dans un pays où la laïcité s'est parfois érigée en dogme et qui a abandonné l'enseignement du religieux aux Eglises, il ne sera pas facile de s'émanciper de ces deux tutelles. Les maîtres mots sont prudence, réflexion, décatéchisation. Nous nous adressons à des jeunes qui, devant un tableau à thème religieux, sont incapables de distinguer la Vierge d'une autre figure féminine, ou de mettre un nom sur les saints qui y sont représentés. Quel petit catholique a visité une synagogue ou un temple, quel enfant musulman connaît les objets du culte chrétien, quel jeune juif a accès aux croyances de son condisciple asiatique ? Il ne s'agit pas d'oublier Baudelaire. Mais pourquoi ne pas lire aussi des poèmes du Persan Omar Khayyam ou du juif Juda Halévi, où l'inspiration religieuse le dispute au scepticisme et au carpe diem ? On découvrirait que l'islam n'est pas seulement intégrisme, ni le judaïsme seulement histoire de persécutions. La dignité des cultures minoritaires aurait beaucoup à y gagner. Les enseigner est un autre moyen de frayer la voie de l'intégration.

Cette entrée du «fait religieux» à l'école ne met-elle pas en péril les valeurs de la laïcité ?

J.-C. A. La laïcité à la française est en crise. A nous de faire que cette crise soit productive. Ce n'est pas en rêvant d'un retour, pour le coup très fondamentaliste, à une pureté laïque originelle, largement imaginaire, qu'on pourra la surmonter. Le religieux est partout, et il serait exclu de l'école ? La religion est chose beaucoup trop sérieuse pour être laissée aux religieux ou aux communautés.

E. B. Notre conception christiano et franco centrée de la laïcité ne correspond certes plus à la réalité de la France d'aujourd'hui. Toutefois, c'est l'image d'une République forte et confiante qu'il convient de promouvoir, n'ayant nul besoin d'exorciser sa peur de l'islam en légiférant sur le voile. Des règlements intérieurs clairs dans les écoles et les administrations devraient suffire à éviter les cafouillages. Le débat actuel concerne peu les chrétiens et les juifs qui, s'ils le souhaitent, peuvent envoyer leurs enfants dans leurs propres écoles. Mais la France des Lumières et des droits de l'Homme tremblerait-elle devant quelques centaines de jeunes filles

voilées sur l'ensemble du territoire ? En nous corsetant trop vite dans de nouvelles lois, n'encouragerons-nous pas la radicalisation de ceux que ces lois excluront ?

L'enseignement que vous préconisez ne risque-t-il pas de faire le lit du «communautarisme» et d'empêcher l'apprentissage de la citoyenneté ?

J.-C. A. Que l'école soit, ici ou là, le théâtre de dérives communautaires, nul ne le niera. Difficile pourtant d'apprécier la gravité du phénomène et d'en cerner la nature. Révoltes adolescentes ? Manipulations, entrisme de lobbies intégristes ? Le communautarisme se nourrit de l'ignorance de soi autant que des autres. Et c'est précisément en faisant savoir, c'est-à-dire en jouant pleinement son rôle, que le maître peut le faire reculer.

E. B. En quoi donner à tous accès à la culture commune et aux cultures particulières serait-il incompatible avec l'apprentissage des valeurs citoyennes ? Je ne songe pas à un enseignement de la tolérance, laquelle peut n'être pas dépourvue d'une certaine condescendance. Je préfère l'approche d'autrui, la compréhension d'autrui. L'enseignement du religieux peut être une façon d'aborder l'autre dans son intimité et dans son quotidien. Les religions ne sont pas que corps de doctrine, subtiles théologies. Partons de petites réalités apparemment triviales. On se rencontre à la cantine, l'un mange du porc, l'autre pas. Pourquoi ? L'un s'absente à Kippour, l'autre jeûne à Ramadan. Pourquoi ne pas enregistrer ces différences pour mieux les éclairer ? Ces adolescentes qui portent le voile savent-elles vraiment ce que le Coran et la tradition en disent ? Et ces jeunes juifs qui jurent «sur la Torah», je doute qu'ils sachent toujours de quoi ils parlent...

Les enseignants sont-ils prêts à vous suivre ?

J.-C. A. Ils ne sont certes pas tous convaincus de la légitimité du religieux comme objet d'enseignement. Poids d'une tradition laïque exclusiviste encore très forte ? Insuffisance des formations ? Désarroi face à un champ d'étude qui semble être un champ de mines ? Crainte d'avoir du mal à faire prévaloir la parole informée, équilibrée et objectivante du maître sur l'auto-affirmation identitaire, unilatérale et souvent très ignorante de certains élèves ? Ce que quelques-uns ont sur la tête (kippa ou voile) est certainement beaucoup moins préoccupant que ce qu'ils ont ou n'ont pas dans la tête. L'action éducative ne doit pas se tromper de cible. A charge pour les organismes de recherche et d'enseignement supérieur de fournir aux maîtres les concepts, les outils pédagogiques dont ils ont besoin. C'est tout le système qui doit être mis à contribution et des forces dispersées qui doivent être réunies. Rien ne valant le contact immédiat avec le terrain.

E. B. Si les fondements de cet enseignement sont posés avec rigueur et pédagogie, après consultation des différents partenaires, il n'y a aucune raison pour que l'idée ne fasse pas son chemin. Les enseignants sont les médiateurs du savoir. Le religieux aussi est objet de savoir. Qu'il y ait des oppositions, on peut le comprendre. Toute nouveauté commence par déranger. L'enseignement du religieux ne conduira pas forcément à la multiplication des croix, des kippas et des voiles. Au contraire, si cet enseignement entre par la grande porte, nos jeunes gens seront peut-être moins avides de religiosité à deux sous. Pourquoi certains savoirs pourraient-ils être rationalisés et pas celui-ci ? C'est à l'école laïque, qui ne se préoccupe pas du salut des âmes mais de la formation des esprits, de prendre ces choses en mains. Ce que nous proposons n'est ni le catéchisme, ni le Talmud Torah, ni l'école coranique.

Comment expliquez-vous votre propre engagement dans ce projet ?

J.-C. A. Pur produit moi-même de l'école républicaine, j'ai enseigné dix ans l'hébreu moderne dans l'enseignement secondaire public. A des juifs, le plus souvent, parfois aussi à des non-juifs. Ma tournée des banlieues parisiennes est un moment clé de ma formation, et je ne l'oublie pas. Comme universitaire et médiéviste, c'est une culture juive riche, pénétrée de religieux, mais aussi capable de grande liberté, et toujours à la confluence d'autres cultures (chrétienne et musulmane), que je m'efforce d'explorer. Du juif enfin, j'ai connu tous les états, l'ignorance d'abord, l'inquiétude identitaire et la pratique religieuse ensuite, puis l'empathie distanciée enfin, comme aujourd'hui. Quant à la science des religions, j'en fais comme M. Jourdain faisait de la prose. Impossible de parler de civilisation juive sans prendre aussi en compte sa dimension religieuse. Ce que je dis aux maîtres : impossible d'enseigner les civilisations à vos élèves, impossible de les «civiliser», en faisant fi de cette dimension-là.

E. B. Nous enseignons tous deux à la section des sciences religieuses de l'EPHE, en Sorbonne. Une institution fondée par la République en 1886 pour promouvoir une étude déconfectionnée des religions. Un beau précédent ! Je ne suis ni pratiquante ni croyante, quoique attachée à mon appartenance au peuple juif. Je viens d'une judéité hispanique ouverte, j'ai grandi en terre d'Islam et reçu mon éducation dans des écoles congréganistes. Je suis la première femme à enseigner l'histoire du judaïsme moderne à l'EPHE, sur une chaire historique, créée en 1896 et longtemps occupée par des grands rabbins. Mes étudiants non-juifs entrent naturellement dans un rapport distancié avec leur objet. Ce qui me ravit et stimule mes étudiants juifs qui souvent se situent d'abord dans un registre de recherche identitaire, avant, eux-mêmes, d'«entrer en science».

Au printemps, vous vous êtes engagés dans l'instauration, à l'école, d'un dialogue judéo-musulman. Où en êtes-vous ?

J.-C. A. A un moment où la fièvre dénonciatrice, où la stigmatisation antisémitisme d'un côté, islamophobie de l'autre semble définitivement l'emporter, nous avons décidé, en citoyens, de parier sur l'apprentissage, la promotion du savoir, la création des conditions d'un dialogue renouvelé. En invitant des juifs, des Arabes (chrétiens ou musulmans) et quelques autres, par ailleurs tous

spécialistes reconnus, à venir former les maîtres du secondaire à l'histoire longue et aux enjeux contemporains des relations judéo-musulmanes.

E. B. L'aggravation du conflit israélo-palestinien et le 11 septembre, leur projection sur la scène nationale empoisonnent l'atmosphère de nos écoles et de nos villes. Agressions et tensions ont suscité la méfiance et la peur. Les enseignants peuvent se sentir désarmés face à un tel contexte. Le parti pris, l'idéologie, la simplification menacent de fausser leurs réponses. C'est à la demande de Régis Debray, président de l'Institut européen en sciences des religions, et en collaboration avec le ministère, que nous avons conçu cette formation. Les grèves du printemps ont empêché sa mise en oeuvre. Mais nous ne désespérons pas d'y arriver, le temps presse.